

**DÉLIBÉRATION N° DEL-078-2024****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****DE LA SÉANCE DU 27 JUIN 2024 A 18H30**

Salle polyvalente, rue de la Tuilerie 68580 RUEDERBACH

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 21 juin 2024

Étaient présents : (54)

Mesdames et Messieurs, Antoine ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER et Monsieur Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (15)

Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,
Monsieur François COHENDET a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,
Madame Annick GROELLY a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,
Madame Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Monsieur Bertrand IVAIN a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Michel PFLIEGER a donné procuration à Monsieur Germain GOEPFERT,
Monsieur Christophe SENGELIN a donné procuration à Monsieur Pierre BLIND,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,
Monsieur Patrick STEMMELIN a donné procuration à Monsieur André LEHMES,
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Aurélio TOLOSA a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT.

Étaient excusés sans représentation : (13)

Mesdames et Messieurs Bernard BUBENDORF, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Marie FREUDENBERGER, Agnès HARNIST, Didier LEMAIRE, Clément LIBIS, Eliane OSINSKI, Philippe RUFI, Jean-Claude SCHIELIN, Isabelle STEFFAN, Philippe WAHL, Joseph-Maurice WISS.

Étaient non excusés : (7)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Stéphane STALLINI.

APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDESDORF, WINKEL ET WOLSCHWILLER

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 54 – Procurations : 15 – Absents : 20 – Exclus : 0

Le Président indique que le projet de zonage d'assainissement non collectif des communes de BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDESDORF, WINKEL et WOLSCHWILLER a été soumis, par arrêté ARR-002-2024, à enquête publique du 11 mars au 11 avril 2024 inclus, soit 32 jours consécutifs. Elle a eu lieu dans les 9 communes concernées et au siège de la CCS.

63 contributions, courriers ou observations ont été consignées dans les registres papiers et dématérialisés durant la durée de l'enquête.

Le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 17 mai 2024 en présence de la majorité des maires concernés. Il émet un avis favorable au projet, assorti des quatre recommandations suivantes :

- *Établir un "état zéro" des installations afin d'obtenir une connaissance fine du territoire avec l'assistance de JDBE ;*
- *Organisation d'une information à destination des propriétaires en demandes et besoins de conseils ;*
- *Mener une étude particulière concernant les habitations et bâtiments en cœur de villages, en bordure de rivière, à parcelle réduite et/ou situation particulière ;*
- *Assistance adéquate aux propriétaires afin de les accompagner au plan financier dans les démarches d'investissement d'installations complètes ou partielles, nouvelles ou de complément.*

Observations émises au cours de l'enquête publique :

| Thèmes retenus par le commissaire enquêteur– Regroupement des contributions du public | Réponses du maître d'ouvrage | Commentaires du commissaire enquêteur |
|--|--|--|
| A. Besoin d'information et de conseils | La société JDBE retenue par marché public est habilitée dans la réalisation des contrôles initiaux. Les comptes-rendus de contrôle, outre le fait qu'ils retracent les vérifications de la visite, apportent une conclusion sur la nature de la non-conformité et sur le délai de mise en conformité. Il est vrai que le conseil n'est pas automatiquement réalisé au moment de la visite et qu'il n'est pas mentionné dans le rapport. Le service SPANC reste à la disposition des propriétaires, il est possible aussi de consulter le site spanc.fr . | Le prestataire du contrôle établit un PV (mission établie par marché public) et le remet au propriétaire pour son information et au SPANC pour les archives du zonage ANC. Ce sera au SPANC/Pôle Eau et Assainissement d'assurer les conseils aux propriétaires qui en font la demande, au cours de réunions organisées en concertation avec les 10 mairies, avec l'assistance d'ingénieurs conseils « neutres ». Certains propriétaires pourront effectuer des recherches personnelles par avance et/ou à la suite de ces réunions. |

| | | |
|--|--|--|
| B. L'effort financier | <p>Les élus du territoire ont interpellé le sénateur à ce sujet pour l'inscription du financement des mises en conformité ANC dans le 12^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse. A ce jour il n'y a pas de réponses définitives de la part de l'Agence et le contenu du 12^{ème} programme n'est à ce jour pas connu.</p> <p>Il serait cependant possible pour la commune de mettre en place un marché groupement de commande pour mutualiser les travaux.</p> <p>En tant que particulier pour une mise aux normes il est possible d'avoir recours à un prêt à taux 0, une TVA réduite pour les travaux si l'habitation a plus de 2 ans ou vers l'ANAH (Agence nationale de l'Habitat) : https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr.</p> | <p>Il est à penser que l'action du sénateur cité débouchera sur une réinscription d'aides financières de l'Agence Rhin-Meuse.</p> <p>Le regroupement de commandes de travaux est une solution bénéfique.</p> <p>Les autres aides financières sont également d'actualité.</p> <p>L'effort financier (conséquent dans certains cas et pour quelques personnes) doit s'étudier dans une concertation propriétaires – communes – CCS, pour ce qui concerne les démarches administratives en particulier. L'aspect « délai » est à considérer suivant les situations respectives.</p> |
| C. Les fosses septiques ou toutes eaux | <p>Les fosses septiques sont des équipements appelés pré-traitement. Elles permettent de « traiter » par un phénomène de décantation uniquement les eaux en provenance des toilettes. Ce système autorisé seul il y a plusieurs années forme une filière incomplète. Les pollutions plus diffuses ou microscopiques ne sont pas traitées par ce pré-traitement, c'est pour cela qu'il est obligatoire de mettre en place après une fosse septique sans défaut un système complémentaire de traitement ou de remplacer l'ensemble.</p> <p>Les fosses toutes eaux sont un système un peu plus performant pour prétraiter les eaux des toilettes mais aussi de la cuisine et de la salle de bain. Elles doivent être complétées par un système d'épandage.</p> | <p>La plupart des propriétaires concernés savent que leur fosse septique ou toutes eaux seules n'est plus conforme.</p> <p>Une majorité de propriétaires a toujours été soucieuse du bon état de ces fosses.</p> <p>Le contrôle des autres peut révéler des défaillances.</p> <p>La mise en conformité est donc primordiale.</p> <p>C'est bien pour traiter ce fait qu'une information technico-économique est nécessaire.</p> |
| D. Terrain limité | <p>Lorsque le terrain d'implantation est limité pour un système développé d'assainissement non collectif, deux solutions techniques peuvent être envisagées : la microstation ou le filtre compact, qui sont des équipements occupant la même place globalement qu'une fosse, doit être en place au niveau de l'habitation. Il existe aussi des équipements qui peuvent être installés en aérien (en fond de garage ou de jardin).</p> <p>En dernier recours il est possible de mutualiser les équipements avec des voisins pour installer un système en semi-collectif avec partage des frais.</p> | <p>Ce problème se pose dans les cœurs de village, avec de surcroît, rejet au milieu naturel (exemple la Largue à Oberlarc et Courtavon)</p> <p>Là aussi des conseils et assistances technico-économiques sont indispensables.</p> <p>La bonne connaissance du terrain par les élus communaux sera utile pour l'étude de systèmes semi-collectifs.</p> |
| E. Cas particulier | <p>Les installations anciennes si elles sont dysfonctionnelles ou si elles ne sont pas aux normes devront être adaptées. Le choix est politique mais la pollution au milieu naturel ne peut pas être acceptée.</p> | <p>Les cas particuliers, pour lesquels un report des travaux de mise en conformité serait utile, sont connus des élus communaux.</p> <p>C'est une action politique locale et intercommunale d'assister dans ce sens les personnes concernées.</p> |

| | | |
|--------------------------------|---|--|
| F. Contrôle JDBE | <p>Le bureau d'étude JDBE a été choisi à la suite d'une consultation conforme au code de la commande publique. Ce bureau a les qualifications nécessaires pour répondre au cahier des charges. Lors du lancement, la CCS a défini une procédure qui se partage entre différentes phases. Un courrier est envoyé ou distribué aux habitants pour prévenir du lancement des contrôles et des modalités de réalisation. Puis le BE lui-même distribue une information de passage avec les modalités pour le contacter. La difficulté d'accès téléphonique ou les « éventuels manquements » du BE peuvent être remontés à la CCS qui procède régulièrement à des points d'étape avec le BE. A noter que ces contrôles sont basés sur la déclaration des habitants/propriétaires, l'accès aux lieux n'est pas forcé.</p> <p>Le BE a déjà fait remonter aussi des comportements déviants de la part des propriétaires envers les contrôleurs en majorité lorsqu'il s'agit de femmes, ce qui n'encourage pas le BE à exercer sereinement sa mission.</p> | <p>JDBE a effectivement été conformément sélectionné et présente les capacités nécessaires. Le rapport de visite renseigne sur l'état de chaque installation, à l'attention du SPANC/CCS au titre de la gestion, qu'à celle du propriétaire au titre de la connaissance et du suivi de son installation.</p> <p>Pour pallier les problèmes et les difficultés qu'ont rencontrés (et relatés) et les propriétaires et JDBE, la présence d'un dirigeant ou inspecteur/inspectrice serait judicieuse lors des réunions d'informations à organiser dans les communes ; à défaut lors d'une réunion des élus des 10 communes concernées, lesquels relaieront sur place.</p> <p>La relation inspecteur/inspectrice JDBE – propriétaire devra aussi être (re)précisée.</p> |
| G. Coût du contrôle | <p>Lors des premières réunions publiques les contrôles ont été annoncés gratuits. Il s'agissait d'une erreur qui a été corrigée sur les flyers distribués par la suite et par un erratum pour les premières communes. La CCS s'est excusée pour cette erreur et en a expliqué les raisons.</p> | <p>J'ai enregistré, lors des permanences, des réclamations de la part de quelques propriétaires qui se sont empressés de commander (gratuitement) le contrôle auprès de JDBE.</p> <p>Je n'ai pas d'information concernant le contenu de la démarche d'excuses de la CCS, mais je lui accorde le bénéfice de l'avoir fait avec les termes qui convenaient.</p> |
| H. Contrôles encore à réaliser | <p>Le tarif a été fixé dans le cadre du marché public et par une délibération du conseil communautaire. Il s'agit d'un prix unitaire qui ne pourra baisser dans le cadre de ce marché.</p> | <p>Je pense que la CCS a effectué cette démarche au mieux des intérêts des propriétaires concernés.</p> |
| I. Réunions d'information | <p>L'annonce de l'organisation d'une réunion publique a été faite à chaque maire concerné. Chaque maire a été libre d'accepter ou de refuser. Monsieur le Maire de Oberlorg n'a pas souhaité la tenue d'une réunion publique.</p> | <p>L'information a tout de même circulé et les habitants d'Oberlorg ont eu connaissance du projet. Le public a d'ailleurs apporté des contributions.</p> <p>Les futures réunions d'information déjà citées devront être organisées de telle façon que chaque habitant/propriétaire des 10 communes concernées en soit averti.</p> |
| J. Type d'équipement | <p>Le site www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr détaille les différentes possibilités. Les systèmes installés il y a plusieurs années même très fonctionnelles ne sont pas complets en matière de protection de l'environnement.</p> | <p>La loi LEMA (eaux et milieux aquatiques – préservation et restauration de leur qualité ; alimentation en eau et assainissement) impose désormais un assainissement collectif et non collectif de qualité.</p> <p>L'équipement à (faire) installer en totalité ou en complément doit être choisi par chaque propriétaire après une phase de recherche-réflexion, qui peut (ou doit) succéder à l'information à l'initiative de la CCS.</p> |
| K. Nombre de communes | <p>La commune de Biederthal bien que dans l'étude technico économique avait déjà réalisé la mise en place du Spanc, le zonage et son règlement avant le transfert de compétence.</p> | <p>Information connue et donnée au cours des permanences.</p> |

| | | |
|--|--|--|
| L. Consommation d'énergie | Le système mis en place est à discrétion du propriétaire en fonction de ses contraintes. | Les contributions, qui ont amené ce thème pour réponse du maître d'ouvrage, étaient la consommation électrique des microstations, alors que les fosses septiques sont neutres sur ce point. Les microstations présentent « l'inconvénient » du coût d'entretien et de l'alimentation électrique, si c'est cette solution d'équipement qui ne peut qu'être choisie. |
| M. Contre le projet de zonage en ANC | - | Thème créé à la suite d'une contribution exprimant une opposition à l'ANC, sans distinction de commune. |
| N. Rejets agricoles | La compétence n'est pas à la CCS. | Thème créé à la suite d'une contribution rappelant les rejets agricoles, comparativement à ceux générés par l'ANC (fosses septiques). Ce fait a déjà été évoqué en 2011 par la CLCV. |
| O. Connaissance du dossier EP | Les renseignements ont été donnés. | Quelques personnes n'avaient pas la connaissance de l'existence d'un dossier lors de l'organisation d'une EP. |
| P. Enquête publique : raison, renseignements | Communication légale réalisée. | Précisions apportées lors des permanences. |
| Q. Cas de Mme W | Le report du contrôle a été pris en compte. Chaque propriétaire qui a fait cette demande a été écouté lorsqu'il s'agit d'un projet en cours de construction ou de rénovation. | Ce cas est connu du Pôle Eau et Assainissement de la CCS. |
| //////////////////// | //////////////////// | //////////////////// |
| Pt. 4 Notes et demandes du CE | <p>-Informations aux propriétaires : les renseignements peuvent être demandés au service SPANC de la CCS, aux différents bureaux d'études spécialisés dans ce domaine ou à des entreprises qui installent ce type d'équipement (attention à ce qu'elles n'orientent pas vers qu'un seul produit)</p> <p>-Etat « zéro » : cet état sera obtenu à l'issue de 100% des contrôles. Lors de la réalisation de l'étude il n'y a pas de visite à l'intérieur des propriétés privées.</p> <p>-Suite de l'EP : lors du rendu du rapport les maires seront informés puis le zonage fera l'objet d'une délibération lors d'un conseil communautaire. La délibération est publique et fera l'objet d'un affichage. Le rapport et le plan de zonage seront transmis en commune après la prise de la délibération.</p> | <p>Les propriétaires qui se sont exprimés sur ce point lors des permanences (ou par voie électronique) souhaitent certainement que l'information « vienne vers eux » dans un 1^{er} temps.</p> <p>2 ou 3 réunions pourraient être organisées dans le secteur du Jura alsacien sous l'égide de la CCS, puis ces propriétaires seront en mesure d'effectuer des démarches individuelles (ou groupées).</p> <p>Il serait intéressant d'associer des propriétaires qui ont un équipement neuf complet ou complémentaire à une fosse (ainsi conforme à la réglementation) pour démontrer que des solutions existent.</p> <p>Il s'agit de la base de données pour une bonne gestion de l'ANC par le SPANC/CCS.</p> <p>La 1^{ère} information dont pourront disposer les contributeurs des permanences (et le public en général) sera mon rapport consultable sur le site de la CCS.</p> <p>Les mairies des 10 communes doivent être de bons relais d'information pour que des solutions rationnelles et supportables soient définies au bénéfice des propriétaires.</p> |
| //////////////////// | //////////////////// | //////////////////// |

| | | |
|---|--|--|
| Cas divers | | |
| 3WEB : 7 rue des Tilleuls WINKEL | Il manquerait la partie pour le traitement. Il est donc non conforme sans obligation de travaux. | Pour information aux propriétaires. |
| 4WEB : 5 7 9 rue de la promenade | La CCS n'intervient pas dans les différends entre voisins. Il est possible d'avoir un équipement commun à 3 habitations (semi collective) avec mise en place de servitude éventuelle. | Un courrier aux propriétaires concernés (si connus et identifiés) sera un moyen de les informer sur les suites normales à mener. |
| 9WEB / 10WEB / 12WEB / 13WEB / 14WEB / 15WEB / 16WEB / 15WIN / 16WIN / 17WIN / 19WIN : proposition lagune à Winkel | Le projet proposé par la commune n'est pas applicable en l'état pour Winkel, en effet la déviation d'un cours d'eau et l'intervention sur son écoulement est interdite. Le projet de lagunage nécessite une grande superficie de terrain, la pose de canalisation étanche dans le village pour avoir une eau usée adéquate pour le système de traitement ainsi que la mise en place d'une régulation via un poste de régulation raccordé à l'électricité. Ces travaux devraient être financés par la Collectivité sans subvention car l'Agence n'aide plus en matière d'assainissement collectif les communes qui n'ont rien entrepris avant 2019. | Le projet présenté par des habitants de Winkel (et soutenu par la mairie) suppose un investissement (financier, physique) qui ne peut être envisagé à court terme. L'aspect réglementaire s'y oppose également. Un ensemble de solutions individuelles est à rechercher, voire d'associations de propriétaires, afin de respecter la loi LEMA. La configuration du cœur de village de Winkel n'est pas unique, d'autres villages sont dans le même cas. |
| 12WEB / 1WIN / 2WIN / 3WIN / 4WIN / 5WIN : redevance ANC | Le paiement du contrôle ANC s'apparente à la redevance ANC. Celle-ci sera à payer au moment de chaque contrôle, la fréquence dépendant de la conformité de l'installation. | Le paiement du contrôle doit avoir la valeur d'un service pour chaque propriétaire. Le SPANC/CCS lui apporte la garantie d'être conforme à la réglementation, si des travaux nécessaires de mise en conformité ont été réalisés. C'est une formule « gagnant-gagnant » qui doit s'instaurer et non une soumission des administrés à une lointaine administration. |
| 7WIN : 17 rue des tilleuls | Non conforme en raison du non-traitement des eaux ménagères qui vont directement au milieu naturel. | Pour information au propriétaire. |

Lors de sa réunion du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ARR-002-2024, portant ouverture d'une enquête publique relative à l'élaboration du zonage d'assainissement non collectif des communes de BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDESDORF, WINKEL et WOLSCHWILLER ;

VU le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur du 17 mai 2024 ;

VU l'avis favorable du Bureau du 6 juin 2024 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE le zonage d'assainissement non collectif des communes de BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDRSDORF, WINKEL et WOLSCHWILLER tel qu'il a été présenté lors de l'enquête publique et tel qu'il est annexé à la présente délibération.

La présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté de Communes et dans les mairies concernées. Mention de cet affichage sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Pour extrait conforme :

Altkirch, le 1^{er} juillet 2024

Le Président

Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 3/7/2024
- affiché le 3/7/2024
- publié sur le site internet le 3/7/2024

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance